

Charte d'éducation et de formation:

• **Le secteur gros budgétivore, selon le rapport d'évaluation**

• **Les grands défis de l'école de demain**

• **Menace de la fracture numérique**

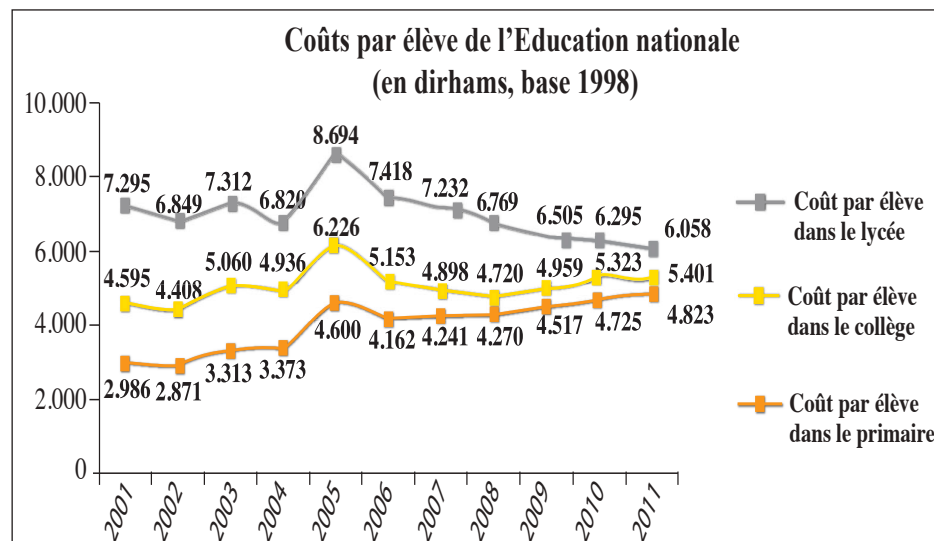
Omar Azziman n'y est pas allé par quatre chemins. Pour le président du Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique, la Charte d'éducation et de formation n'a pas atteint tous ses objectifs. Mais attention, prévient Omar Azziman, il ne s'agit pas de dire que la Charte est à jeter. Les lacunes portent sur l'application mais la Charte est toujours d'actualité, dit-il. D'où la nécessité de fixer les choix pour accélérer le rythme de la réforme et réaliser le bond qualitatif souhaité. D'ailleurs, les conclusions essentielles du rapport d'évaluation rappel-

lent que l'application de la Charte n'est pas terminée. Certains acquis existent, qu'il s'agira de consolider comme les efforts entrepris dans la politique de généralisation afin d'atteindre l'objectif de l'«éducation pour tous». Mais

cette consolidation doit impliquer une attention particulière au préscolaire, qui constitue une pierre d'achoppement

procéder à «un examen de conscience» sur la question de l'école.

En tout cas, c'est Rahma Bourquia, directrice de l'Instance nationale d'évaluation (INE) au sein du Conseil qui a présenté le rapport analytique de la Charte de 2000 à 2013. Ce document a abordé les ressources financières mobilisées durant la période évaluée, soit entre 2000 et 2013. Le secteur, jugé très budgétivore. En effet, le budget consacré à l'éducation, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle a augmenté de plus de 37 milliards de DH courants entre 2001 et 2011, passant ainsi de 24,8 milliards de DH à plus de 61,7 milliards. En moyenne, le budget global alloué au système a progressé de 7,15% durant la période de 2001 à 2013. Pourtant, la Charte avait recommandé une hausse moyenne de 5% par an. Rahma Bourquia précise que cette augmentation était plus conséquente entre 2008 et 2012, période de mise en œuvre du programme d'urgence, avec une hausse de 11,1% par an. Le plan d'urgence a élaboré pour accélérer le processus et apporter un nouveau souffle à la Charte. Cet effort a fortement baissé en 2013 pour s'établir à 56,7 milliards de DH. Le rapport enfonce le clou en rappelant «qu'il n'existe aucun dispositif régulier de suivi au sein des académies, qui soit à même d'informer de façon transparente sur les dépenses et les ressources, comme le prévoient pourtant la Charte et le programme d'urgence». La seule tentative de mise en place d'un Compte national de l'éducation a concerné l'exercice 2003-2004, est-il précisé.



Sources: Données des lois de règlement des lois de finances et MENFP – Estimations INE-CSEFRS

Les données montrent une évolution significative du coût de fonctionnement par élève au primaire qui est passé de presque 3.000 DH en 2001 à plus de 4.800 DH en 2011.

Des efforts publics qui n'ont pourtant pas réussi à retenir les 5 millions d'élèves qui ont abandonné l'école entre 2000 et 2012

efforts entrepris dans la politique de généralisation afin d'atteindre l'objectif de l'«éducation pour tous». Mais

au sein du système éducatif. De même, l'autonomie des AREF, prévue par la Charte, n'a pas été correctement mise en œuvre. Et comme nous le détaillons dans notre édition n° 4502 du 10 avril dernier, c'est un chantier qui totalise aujourd'hui plus de 3,5 milliards de DH d'arriérés. Omar Azziman a également abordé le contexte de l'évaluation en rappelant le discours royal du 20 août 2013 qui avait établi un premier état des lieux des difficultés que connaît le secteur de l'Education nationale dans son ensemble. Il avait également invité les acteurs à marquer une «halte» et à

ECS
INFORMATIQUE
ETUDE | CONSEIL | SERVICE

CERTIFIED



ISO 9001 :2008

ECS Informatique annonce son obtention de la certification **ISO 9001 :2008** par le cabinet TÜV Rheinland, leader mondial de la certification des systèmes de management à valeur ajoutée. C'est l'aboutissement d'une longue démarche d'optimisation de ses processus et de ses services.

Reconnu pour son expertise et ses grandes références, ECS informatique se positionne comme intégrateur d'infrastructure sécurisées et de solutions informatique.

Spécialiste dans les technologies Microsoft, ECS Informatique est la première société marocaine à avoir obtenu le statut "**Gold Certified Partner**", c'est le niveau le plus haut de compétence et d'excellence des prestations de service, et se positionne actuellement comme leader national d'intégration des solutions Cloud Microsoft.

L'engagement de la Direction générale d'ECS Informatique dans une démarche de système de management de qualité sur la base de la norme ISO 9001 version 2008 a pour objectif de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour une organisation performante, et de contribuer activement à la dynamique d'amélioration.

A travers une telle certification, ECS Informatique vise à :

- **Assurer une meilleure satisfaction client**, en garantissant au client une qualité de service à la hauteur de leurs exigences.
- **Optimiser son organisation et assurer la capitalisation de son savoir-faire**. Une clé du succès aujourd'hui : Etre expert à rendre les autres experts
- **Améliorer continuellement ses performances** à travers l'évaluation permanente de l'efficacité et de l'efficience de notre SMQ.
- **Octroyer une dimension internationale** à son développement.



Ecole Hassania des Travaux Publics Casablanca



MBA Accredited by Association of MBAs



ENPC-MBA School of International Management Paris

INSCRIPTIONS OUVERTES

L'Ecole Hassania des Travaux Publics (EHTP) lance les inscriptions pour la 18^{ème} édition de son programme **MBA (Master of Business Administration)** développé en partenariat avec l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées de Paris (ENPC) et accrédité par l'Association Mondiale des MBA (AMBA).

Ce programme fait partie du réseau MBA de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées de Paris, développé en partenariat avec des institutions universitaires en Angleterre, aux Etats Unis d'Amérique, en Chine, aux Emirats Arabes Unies et au Maroc.

La formation se déroule à l'EHTP et en langue anglaise. Elle est organisée sous forme modulaire en «Part Time» durant deux années, à raison d'un module par mois. Deux formats sont proposés pour le programme MBA :

- **Format soir** : du lundi au vendredi de 17H00 à 22H00 et le samedi toute la journée de 09H00 à 17H30.
- **Format jour** : du jeudi au dimanche (4 jours) toute la journée de 09H00 à 17H30.

Les dossiers de candidatures peuvent être retirés sur simple demande adressée par courrier électronique ou en se présentant à l'Ecole Hassania des Travaux Publics, Route d'El Jadida, Km 7, Casablanca-Oasis.

Dates importantes :

- La date limite de dépôt des dossiers de candidatures est fixée au **30 Avril 2015**.
- Les entretiens d'admission auront lieu à l'EHTP, dans le courant du mois de **Mai 2015**.
- Le démarrage de la formation MBA, **promotion 18**, est prévu à partir de la **mi-septembre 2015**.

Pour plus d'informations et retrait du dossier:

Direction Adjointe Chargée de la Recherche et de la Formation Continue (EHTP)

Tél : 0520 420 518/19 ; Fax: 0522 230 708
Email: nouz.kadmiri@ehpt-pontsmba.net ou dfe@ehpt.ac.ma
Web : www.ehpt.ac.ma ou www.ehpt-pontsmba.net

"Value driven leadership for global business"



Le diagnostic d'un échec

Et encore, la mobilisation des ressources financières prévue par la Charte n'a pas été totalement concrétisée. En effet, la contribution des collectivités locales et des couches à revenus élevés n'a pas encore vu le jour. Pour les auteurs du rapport d'évaluation, «en l'absence d'un consensus national sur d'autres alternatives notamment la non-gratuité progressive et différenciée, la question de la diversification des sources de financement du système d'éducation et de formation s'impose». Dans le supérieur, et selon les prévisions du nombre d'étudiants d'ici 2021, il faudra doubler le budget actuel. Rahma Bourquia a mis en avant la pression démographique et son grand impact sur l'enseignement au lycée et dans le supérieur. Les prévisions tablent sur 1,5 million d'étudiants en 2021-2022. Pour la patronne de l'INE, des dysfonctionnements sont apparus dans le pilotage de la réforme, avec une vision technique et une gouvernance horizontale. De même, l'école n'était pas au cœur des préoccupations des collectivités nationales et locales et les décisions, qui tombaient de haut n'avaient

pas d'effet sur la réforme puisqu'elles n'arrivent pas jusqu'au niveau de la classe. Reste que si la généralisation de l'enseignement est applaudie, le taux

de gouvernance de la réforme. Le document met en avant la faible participation des opérateurs du secteur et la quasi-absence des mécanismes de vigilance, de suivi et

ment au secondaire et celle adoptée au supérieur est devenue problématique. La révision de la politique linguistique doit se faire dans la perspective d'un équilibre durable entre le principe de justice linguistique et l'impératif de la maîtrise des langues étrangères», note le rapport d'évaluation. A cela s'ajoute le défi de la professionnalisation et de l'employabilité. La menace de la fracture numérique est également citée. La culture numérique ne doit pas se limiter à l'accès à la technologie comme le programme GENIE. Elle doit «éduquer l'élève à vivre la révolution 2.0, cette deuxième génération d'internet du passage d'un contenu généré par les médias à un contenu généré par l'individu, autrement dit, un internet communautaire constitué de réseaux sociaux», souligne le rapport. Reste à trouver la démarche à suivre pour placer le système d'éducation et de formation sur les rails de la qualité. □

Quid de la darija?

SUR le recours à la darija, la religion de Omar Azziman n'est pas encore faite. Il faudra attendre la fin du travail sur la vision stratégique, qui sera prêt dans les semaines à venir. «Nous devons actionner un grand nombre de leviers dont l'un porte sur la langue. Il y aura une position sur l'avenir linguistique du système éducatif marocain. Pour l'heure, le Conseil n'a pas d'avis arrêté», a indiqué le président du Conseil. □

d'encadrement est souvent décrié. De même, «l'effort déployé pour former les enseignants et les doter de capacités pédagogiques est en deçà des exigences d'une éducation de qualité. Aujourd'hui, ils ont des formations disparates et non organisées, ce qui réduit l'effet positif sur leur niveau de qualification», lit-on dans le rapport.

Le rapport d'évaluation ne s'est pas limité à identifier les dysfonctionnements qui plombent le système d'éducation et de formation. Ou à repérer les nœuds de conduite du changement au niveau de la

d'évaluation interne et extérieure. Au-delà de ce travail, le rapport repère les défis de l'avenir pour préparer l'école de demain. Ainsi, l'évaluation des acquis en langue a mis en évidence un déficit linguistique des élèves, qui constitue un obstacle à l'apprentissage. En effet, les élèves sont faibles en lecture et en écriture. Les choix linguistiques sont insuffisamment définis. De même, l'incohérence linguistique qui caractérise notre système d'éducation et de formation exige de repenser la politique linguistique. Le décalage entre la langue d'enseigne-

Mohamed CHAUI



Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com



Nouveau Centre Porsche Casablanca Un écrin pour la marque

Le bâtiment de métal et lumière, réalisé dans un respect absolu des normes internationales de Porsche permet l'exposition optimale de l'ensemble des modèles de la marque. Cet écrin a été conçu pour vous y accueillir dans le plus grand confort.

Afin de célébrer cet événement, nous vous offrons la possibilité d'avoir accès à des ventes privées exceptionnelles sur des véhicules sélectionnés.

Sportivement votre,

Votre équipe Porsche Maroc

Ventes privées exceptionnelles jusqu'au 30 Avril 2015

www.ventesprivéesporsche.ma
Tél. : 05 22 67 54 01



PORSCHE

Charte d'éducation et de formation

Pourra-t-on relever le défi?



• Une refonte du mode de gouvernance s'impose

• Nécessité de se préparer pour faire face à la pression des nouveaux arrivants

• Obligation de former au moins 1.250 enseignants par an

LE rapport d'évaluation du Conseil supérieur de l'éducation et de la formation ne s'est pas limité à l'identification des dysfonctionnements du secteur. Ce document met également en avant une série de mesures pour «consolider les acquis, rattraper le retard et réaliser la performance de l'école en tenant compte des défis de l'avenir». L'évaluation, menée par le Conseil de Omar Azziman, insiste sur les problèmes de mise en œuvre qui ont limité la portée des recommandations de la Charte d'éducation. C'est pour cela que ce document met l'accent sur l'importance d'agir sur les modalités de conception de la réforme et de sa gouvernance. L'idée est d'éviter les échecs du passé. Car, après la mise en place de la Charte, «tout se passe comme si ce texte est suffisant en lui-même, et qu'il n'avait pas besoin qu'on lui conçoive des plans d'opérationnalisation, assortis de calendrier de réalisation et d'une modalité de

suivi et d'évaluation». D'où l'application «parcellaire, discontinue et asymétrique» de la Charte. Aujourd'hui, le Conseil de Azziman s'interroge sur la pertinence même de cette réforme. Ses membres ont estimé

un système fonctionnant sur la base d'un référentiel conceptuel et une batterie d'indicateurs d'un système d'information intégré». D'où l'appel à la création de réseaux informatiques permettant l'échange de don-

veaux du secondaire, du supérieur et de la formation professionnelle». Ce qui impose une prise en compte de cette tendance dans les nouvelles politiques d'offre scolaire. Les projections montrent que le nombre d'étudiants du supérieur dépassera 1 million en 2021-2022. D'où le besoin d'augmenter l'effectif des enseignants du supérieur d'au moins 1.250 professeurs par an, afin de maintenir les taux actuels d'encadrement. Cette mobilisation des ressources humaines sera appelée à être renforcée par une mutation du métier d'enseignant. L'idée est d'être en phase avec «les changements survenus au niveau de la génération actuelle des apprenants, la mutation de la culture des jeunes, l'évolution des méthodes d'apprentissage et le développement des TIC». Ce qui exige un nouveau mode de formation, «à même de mettre l'enseignement en capacité de ré-

Encore du mal à scolariser les jeunes				
Milieu	Genre	Taux de scolarisation des 6-15 ans (en %)		
		2000	2009	2013
Urbain	Garçons	90,4	91,2	103,1
	Filles	81,4	88,6	99,8
	Total	85,8	89,9	101,5
Rural	Garçons	61,5	77,4	86,7
	Filles	45,6	67,0	79,3
	Total	53,8	72,3	83,1
National	Garçons	75,0	84,5	95,5
	Filles	63,0	78,2	90,4
	National	69,1	81,3	93,0

Sources: MEN, HCP - Traitement Instance nationale d'évaluation-CSEFRS

Les statistiques montrent que le taux de scolarisation des enfants de 6 à 15 ans, premiers concernés par le processus de généralisation, peine à atteindre les 100%. Ceci est particulièrement vrai pour les filles, qui accèdent moins que les garçons à l'école, mais aussi pour les élèves du rural, qui restent encore très en retard

qu'ils sont en droit de «se poser la question si la Charte n'était pas d'une ambition excessive, compte tenu de la multiplicité des changements structurels qu'il fallait simultanément engager». Ces objectifs démesurés ont été couplés à un «déficit des dispositifs de veille et d'évaluation». Car, «il est difficile de parler de bonne gouvernance sans la disponibilité d'informations fiables et opportunes». Or, «le département de l'Enseignement supérieur peine à développer

nées et d'information concernant tous les aspects communs, surtout en ce qui concerne la scolarité, les passerelles et l'orientation scolaire». Ceci est d'autant plus important que l'école marocaine devra faire face à une série de défis à l'avenir. En tête, le challenge d'accueillir les nouvelles générations en âge de scolarisation. Car, «la pression des effectifs exercée sur l'école primaire au moment du démarrage de la réforme tend à s'accroître à l'avenir et à se déplacer vers les ni-

Abandon scolaire coûte 2,4 milliards de DH/an

LE rapport d'évaluation est également revenu sur le problème de la déperdition. Rahma Bourquia a livré des chiffres qui donnent froid dans le dos. Ainsi, entre 2000 et 2012, plus de 3 millions d'élèves ont quitté le collège et dont la moitié n'ont pas terminé le primaire. A cela s'ajoutent 1,3 million d'élèves qui n'ont pas fini le lycée et 558.000 élèves qui sont sortis du système scolaire sans avoir le bac. Un abandon scolaire qui coûte 2,4 milliards de DH par an à l'Etat, faut-il le rappeler. Pour la Commission ad hoc présidée par le Pr. Bourquia, «les abandons sont certainement dus à plusieurs facteurs, mais restent essentiellement liés à une école qui, par manque de qualité, ne retient pas ses élèves». Ce document qui appelle à une réforme au sein de la classe, précise que «l'école doit être une chance et non une contrainte». Aujourd'hui, «la question n'est pas seulement comment retenir les élèves, mais surtout comment leur garantir le socle indispensable des connaissances». Car, même si la Charte a fait de la réduction des déperditions scolaires l'un de ses principaux axes, «les niveaux de redoublement et d'abandon ont été assez élevés, et ont reporté l'atteinte des objectifs prévus».

pondre aux impératifs d'une éducation de qualité». En clair, l'enseignant doit avoir les prédispositions nécessaires pour renouveler son savoir-faire pédagogique. Or, pour l'instant, «le discours des enseignants, qu'ils soient du primaire, du secondaire ou du supérieur, reflète une morosité et une insatisfaction généralisées».

M. A. M.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

palmeraie RESORTS

Profitez de notre offre détente printemps

1390 par semaine (hors taxes)

au Palmeraie Palace ou à l'Hôtel du Golf

Chambre et demi-pension pour 2 adultes et 2 enfants**
2 soins Spa pour le prix d'1 sur une sélection de soins

Programme spécial Pâques pour enfants avec accès au Kid's club

Palmeraie Resorts à Marrakech vous propose aussi un vaste choix de restaurants et d'animations : le Leroy's Kfè, le Fuego Latino, l'Amadeus, le Pasta Cosy, le Sushi Bar, le Mariinski club, un golf de 27 trous, un spa et centre de remise en forme, un paint-ball et un mini-club.

live better

PALMERAIE RESORTS
SEJOUR • GOLF • SPA • RESTAURATION • ANIMATION
reservation@palmeraieresorts.com - www.palmeraieresorts.com - Tél.: +212 524 33 43 43